

L'empire des mers du Sud

par Étienne Forestier-Peyrat

Premier territoire intégré à l'empire japonais qui émerge à la fin du XIX^e siècle, Taïwan y tient une place majeure jusqu'à 1945. Véritable tremplin colonial vers la Chine continentale et les « mers du Sud », elle illustre le rôle crucial des relais régionaux dans l'impérialisme moderne.

À propos de : Seiji Shirane, *Imperial Gateway. Colonial Taiwan and Japan's Expansion in South China and Southeast Asia, 1895-1945*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2022, 288 p.

La conquête japonaise de Taïwan, opérée en 1895 après une guerre qui révèle les failles persistantes de la puissance chinoise, est suivie par une longue série de révoltes et de campagnes de « pacification », qui frappent aussi bien la population Han que les groupes autochtones, volontiers qualifiés de « sauvages » par les conquérants du moment. L'île – la Formose des Portugais – est rétive de longue date aux pouvoirs centraux et n'est passée qu'en 1683 sous la juridiction de la dynastie chinoise des Qing, d'une manière avant tout symbolique.

L'intégration tumultueuse à l'empire japonais n'empêche pas le second gouverneur général de l'île, Katsura Tarô, d'envisager dès 1896 un grand dessein pour sa colonie, dans laquelle il voit une tête de pont pour s'implanter sur le continent, en particulier dans la province voisine du Fujian. Plus généralement, Taïwan est envisagé comme la première étape d'une avancée japonaise vers la mer de Chine du Sud, à une époque où les puissances occidentales accélèrent leur expansion dans la zone. L'assimilation de l'île à une « porte vers le Sud » (*nanmon*, en japonais) traduit la force

d'un imaginaire géographique qui se décline de manière croissante jusqu'aux années 1940.

Si les autorités militaires et gouvernementales de Tokyo constituent l'horizon de l'ouvrage de Seiji Shirane, le cœur de son étude est consacré aux acteurs locaux de cet expansionnisme, en mettant au premier plan la tentation récurrente du gouvernement général de Taipei – *Taihoku*, en japonais – de développer sa propre stratégie d'influence et de conquête dans son environnement régional, quitte à entrer en conflit avec d'autres institutions japonaises et étrangères.

Imperial Gateway s'inscrit à cet égard dans une historiographie qui s'efforce de penser les empires comme « multicentriques et hétérogènes », notamment dans leurs forces d'impulsion¹. À travers l'étude de cet impérialisme emboîté, ce sont aussi bien les facteurs de la puissance japonaise en Asie qui se trouvent analysés, que les ressorts d'une relation ambiguë, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, entre l'île et son ancienne puissance de tutelle.

Au pays des gouverneurs généraux

L'imposant palais des gouverneurs généraux, qu'occupe jusqu'à ce jour la présidence de la République de Chine, au cœur de Taipei, est l'héritier direct de la puissance politique et économique que les Japonais affirment lors de la conquête de l'île. Sa large silhouette et son style, typiques du syncrétisme prisé dans les années 1910 par les élites impériales, dessinent le projet urbain d'une colonie en plein développement agricole et industriel. Mêlant baroque, néo-classicisme et brique rouge, l'édifice se veut un exemple de l'accès à la modernité européenne qu'offre « l'impérialisme subalterne » des Japonais².

Dans l'historiographie générale de l'empire japonais, Taïwan occupe une place quelque peu secondaire, au regard de l'attention portée au versant nord de l'empire,

¹ Jeremy Adelman, « Mimesis and rivalry: European empires and global regimes », *Journal of Global History*, Vol. 10, No. 1 (Mars 2015), p. 77-98, ici p. 77.

² La notion d'impérialisme subalterne, utilisée par plusieurs chercheuses et chercheurs, désigne la situation particulière du Japon qui participe à l'expansion coloniale, tout en conservant une marginalité culturelle et politique par rapport aux puissances occidentales. Jordan Sand, « Subaltern Imperialist: The New Historiography of the Japanese Empire », *Past & Present*, No. 225 (novembre 2014), p. 273-288.

dont l'intégration commence plus tardivement, de la conquête de la Corée à l'expansion en Mandchourie. Les travaux consacrés à Taïwan connaissent cependant un développement significatif depuis plusieurs années, ajoutant aux travaux taïwanais et japonais, des ouvrages en langues européennes qui réévaluent l'importance du laboratoire taïwanais dans la formation d'acteurs, de pratiques et de politiques impériales³.

Ce laboratoire porte notamment sur les modalités de conquête, mais aussi les représentations culturelles et raciales, aussi bien vis-à-vis des 2,8 millions de Chinois que des 100.000 autochtones qui habitent les confins de l'île. La mise en place d'un gouvernement général sur place vise à coordonner les politiques civiles et militaires, dans un esprit semblable à celui qui voit la création de gouvernements généraux dans les colonies françaises, de l'Indochine à l'Afrique occidentale française⁴. Si l'appellation des gouverneurs généraux de Taïwan emprunte aussi à la tradition sinisée, son modèle est plutôt à chercher dans ces incarnations de l'impérialisme occidental, qui associent prestige politique et consolidation du pouvoir colonial.

Les sujets de l'empire

Le rôle-clef des gouverneurs généraux s'observe, dès les débuts de la colonisation, par leur propension à étendre l'influence japonaise sur le continent. Un de leurs vecteurs privilégiés est la communauté d'origine taïwanaise installée dans les villes côtières, notamment le port de Xiamen, où fonctionne un consulat japonais qui distribue largement des passeports impériaux, en connivence avec les autorités de Taihoku. Les Japonais ethniques ne sont que 280 à Xiamen en 1905, mais ce sont déjà près de 1.046 sujets taïwanais qui y sont recensés, chiffre qui dépasse les 10.000 au milieu des années 1930.

La revendication, réelle ou fictive, d'une origine taïwanaise, devient pour les populations locales l'occasion de bénéficier des privilèges d'extraterritorialité accordés en 1895 au Japon, tandis que le gouvernement général y voit une manière de renforcer

³ Nadin Heé, *Imperiales Wissen und koloniale Gewalt. Japans Herrschaft in Taiwan 1895-1945*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2012 ; Robert Thomas Tierney, *Tropics of Savagery. The Culture of Japanese Empire in Comparative Frame*, Berkeley, University of California Press, 2010.

⁴ Nathalie Rezzi, « Les gouverneurs généraux de la France coloniale (1880-1914) : Servir la République aux colonies », in Amaury Lorin, Christelle Taraud (dir.), *Nouvelle histoire des colonisations européennes (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Puf, 2013, p. 77-90.

son influence dans l'économie locale, non sans distinguer entre « bons » et « mauvais » Taïwanais. Courtisés, les entrepreneurs taïwanais du continent fondent de nombreuses sociétés mixtes et subventionnent les écoles et œuvres japonaises à une époque où la rivalité avec Français et Britanniques fait rage dans la zone. Le gouvernement général leur attribue en contrepartie des titres de noblesse et ferme volontiers les yeux sur le trafic d'opium, au grand dam du ministère des Affaires étrangères à Tokyo, qui s'associe aux premières conférences de lutte contre cette drogue⁵.

La liaison entre consuls en Chine et Asie du Sud-Est et gouvernement général taïwanais est un nœud indispensable du pouvoir japonais. Taihoku apporte une aide policière ponctuelle, coordonne le renseignement politique sur les opposants et exerce à partir de 1921 les fonctions d'appel pour les affaires jugées par les consuls en Chine du Sud. Dès 1912, les gouverneurs généraux se dotent d'un budget spécial soutenant l'expansion commerciale dans la zone⁶. Quatre ans plus tard, l'Exposition de promotion de l'industrie taïwanaise accueille près de 800.000 visiteurs et consacre significativement un pavillon entier à la zone d'influence taïwanaise en Asie. L'appui sur la communauté taïwanaise s'observe dans espace plus vaste, qui va du Siam aux Indes néerlandaises et dessine les bornes du pouvoir colonial.

Une île en guerre

L'instrumentalisation de la communauté taïwanaise, qui s'étend jusqu'au Siam et aux Indes néerlandaises, n'est cependant pas exempte d'inquiétudes. La loyauté des Han originaires de l'île est régulièrement mise en cause, en particulier après l'invasion japonaise de la Mandchourie en septembre 1931. La politique de japonisation lancée à la fin des années 1920 vise à renforcer le pourcentage de locuteurs du japonais, qui passe de 12 % en 1929 à 37 % en 1937. À partir de 1936-1937, le gouverneur général Kobayashi accélère une politique visant à faire des Taïwanais des « sujets impériaux »,

⁵ Une première commission de l'opium se réunit à Shanghai en 1909, avant qu'une conférence internationale se tienne à La Haye en 1911. Xavier Paulès, *L'opium, une passion chinoise. 1750-1850*, Paris, Payot, 2011 ; William B. McAlister, *Drug Diplomacy in the Twentieth Century. An International History*, Londres-New York, 2000.

⁶ La Banque de Taïwan, les compagnies de navigation et les sociétés commerciales de l'île multiplient, à partir de la Première Guerre mondiale, leurs implantations dans les Indes néerlandaises et en Malaisie.

interdisant les publications en chinois et supprimant cette langue dans l'enseignement primaire.

Lorsqu'un conflit militaire ouvert reprend avec la Chine à l'été 1937, les autorités décident de ne recruter les Taïwanais que comme « auxiliaires militaires », repoussant jusqu'en 1942 la mise en place d'un volontariat leur permettant de s'engager comme combattants. Alors même que la japonisation bat son plein sur l'île, c'est bien pour leurs compétences « chinoises » que les Taïwanais vont être utilisés, comme interprètes et relais de l'administration d'occupation. L'île de Hainan, occupée à partir de 1939, voit un investissement particulier de la Société de développement de Taïwan, qui accompagne le doublement de la production rizicole, diffuse le recours aux engrais et envoie des médecins formés à l'Université impériale de Taihoku pour lutter contre le paludisme.

La guerre est donc l'occasion, pour les autorités coloniales de l'île, d'étendre leur territoire. Dès 1933, les pêcheurs taïwanais sont mis au service des revendications sur l'archipel des Spratleys, pour contrer les prétentions de l'Indochine française. En 1939, le gouvernement général obtient l'administration de ces îles, convoitées pour leurs ressources en phosphates, guano et leurs pêcheries. Mais Shirane rappelle aussi la participation de Taïwan aux luttes politiques intenses entre institutions japonaises : après avoir tenté de récupérer le contrôle de la Micronésie, l'île se heurte à l'opposition du ministère de l'Intérieur, inquiet de son influence croissante, et de la Marine, qui est décidée à faire de l'Asie du Sud-Est son fief exclusif.

Une mémoire ambiguë

Alors que la fin de la guerre s'approche, les Taïwanais sont présents sur les différents fronts de la guerre. Gardiens de camp en Asie du Sud-Est, ils sont aussi utilisés dans le combat en zone tropicale contre les troupes américaines, en particulier pour les soldats autochtones auxquels les officiers japonais prêtent des aptitudes particulières au combat en jungle et montagne. Cette participation explique une ambiguïté dans le traitement de l'île lorsque se prépare la sortie de guerre et que la conférence du Caire, en novembre 1943, acte le retour au gouvernement nationaliste chinois.

Victimes ou collaborateurs des Japonais, les Taïwanais voient avec une certaine méfiance l'arrivée d'une administration du *Guomindang* à l'automne 1945. La volonté de poursuivre les « traîtres » mécontente les notables locaux et la politique maladroite de sinisation menée par le gouverneur Chen Yi finit par déboucher, en février 1947, sur une révolte qui secoue les autorités⁷. Après avoir été perçue comme trop « chinoise » par les autorités japonaises, c'est désormais pour son allégeance aux anciens maîtres que la population de l'île est visée.

Complétant de nombreux travaux consacrés à l'histoire sociale ou économique du Taïwan colonial, Seiji Shirane montre, au prisme d'une histoire internationale renouvelée, la manière dont un territoire colonisé peut à la fois faire l'objet d'une répression brutale et participer à la dynamique d'expansion impériale, par les bénéfices qu'en tirent certains acteurs sociaux et politiques.

Publié dans lavedesidees.fr, le 18 mai 2023.

⁷ Victor Louzon, « Une révolte postcoloniale entre Chine et Japon. Legs impériaux dans le soulèvement taiwanais de 1947 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No. 136, 2017, p. 85-97.